



Contre l'escalade guerrière israélienne soutenue par les grandes puissances



Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahu menace d'embraser toute la région.

LES GUERRES DE NETANYAHOU ET LEURS CIBLES

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahu entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES

Les guerres de Netanyahu ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahu pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahu, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

Lundi 28 octobre 2024

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



Vadémécaf : la direction entretient sciemment le déficit d'agents formés

Ce n'est pas un secret que la Caf de Nantes a du mal à recruter pour la certification « CQP GCA ». Cette difficulté n'empêche pas la direction de faire la fine bouche et de refuser la candidature de 3 CSU qui souhaitaient intégrer la 57^{ème} promotion. Nos collègues n'ont même pas eu le droit de passer les entretiens ! La raison : leur temps passé à leur poste de CSU doit être compris entre 2 et 3 ans. Cette condition à la mobilité interne n'est pourtant indiquée nulle part, ne leur a pas été spécifiée à la signature de leur contrat et ne s'applique étrangement pas aux groupes renfort. En vérité, la direction ne veut pas déshabiller l'accueil pour habiller les groupes, puisqu'à l'accueil aussi le sous-effectif est criant. Nos collègues n'ont pas à pallier la gestion chaotique du personnel de la direction et doivent pouvoir bénéficier de leur droit à une mobilité interne.

A la Caf de Nantes, on licencie avant même la prise de poste

A la sortie de ses 18 mois de formation Vadémécaf, un de nos collègues s'est fait licencier soi-disant pour « insuffisance professionnelle ». Entré à la Caf dans un groupe renfort, il avait pourtant suivi cette formation grâce à l'avis positif de ses supérieurs. Mais la direction a justifié son licenciement par le fait qu'elle jugeait son travail pas d'assez bonne qualité pour intégrer les groupes. C'est ça la politique de la direction en matière de formation: limiter l'accès aux formations et jeter comme un mouchoir à la poubelle les agents qui finalement ne leur conviennent pas.

Caf-France Travail : non aux pressions contre les allocataires et les agents

Une quinzaine d'associations ont saisi le Conseil d'État mercredi 16 octobre pour dénoncer l'attribution par la CAF de « scores de risque » aux 32 millions de personnes inscrites dans ses fichiers. Depuis 2010 un algorithme scrute les allocataires et leurs proches (dont 13,5 millions d'enfants) en analysant une quarantaine de paramètres dont l'âge, le handicap, le budget ou la situation familiale. Ceux et celles désigné.e.s par l'algorithme font ensuite l'objet

de contrôle. Outre la mise sous pression des allocataires, les 15 associations dénoncent le ciblage discriminant des mères seules, des personnes en situations de handicap ou des jeunes précaires. Ces pressions visent à décourager les bénéficiaires à faire valoir leurs droits, objectif partagé avec la loi « Plein emploi » qui obligera les allocataires du RSA à fournir 15h/semaine de travail gratuit dès janvier prochain.

Du côté des salarié.e.s, ces injonctions à devenir des agents du contrôle social provoquent un accroissement de la souffrance au travail. En juin dernier, les CSU de la Caf de Nantes avaient fait grève et envahi le Conseil d'Administration de la structure pour dénoncer les pressions sur les allocataires, et sur les agents payés une misère et privé des moyens d'accompagner leurs publics. Les attaques contre les salaires et les coupes dans les budgets des services publics sont les deux faces d'une même politique destinée à préserver les profits des grandes entreprises, qui elles peuvent percevoir près de 200 milliards d'aides publiques par ans sans craindre de contrôle à domicile. C'est par nos luttes que nous pourrions gagner des moyens à la hauteur des besoins pour nos publics et nos collègues, et rejeter ce rôle de gestionnaires de la misère dans lequel le gouvernement et les employeurs du social cherchent à nous enfermer.

Dans le journal RÉVOLUTIONNAIRES

BUDGET DE LA SÉCU : ENCORE DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Le projet de loi de finances du gouvernement Barnier prévoit **15 milliards de coupe budgétaire** dans le financement de la Sécurité sociale. Le gouvernement table sur un contrôle accru des arrêts maladies et une baisse des remboursements de soins. Tout ça pour engraisser toujours plus les actionnaires des groupes privés.

Un article à retrouver dans notre journal, n'hésitez pas à vous le procurer auprès de nos militants.

RÉVOLUTIONNAIRES

20 - 17 OCTOBRE 2024 - 2€ - LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE